

D 914 NICARAGUA: L'AFFAIRE SCHLAEFER

Annoncé, par la voix du gouvernement nicaraguayen, comme enlevé puis assassiné par des commandos anti-sandinistes venus du Honduras, l'évêque de Bluefields, Mgr Salvator Schläefer, était en réalité en compagnie de plusieurs centaines d'Indiens miskitos s'enfuyant vers le Honduras. Cela se passait le 19 décembre 1983. Trois jours plus tard, l'évêque arrivait à Tegucigalpa qu'il quittait bientôt pour se rendre aux Etats-Unis, son pays d'origine. L'épisode donne la mesure du climat persistant de méfiance chez les Miskitos vis-à-vis du régime sandiniste qui, au départ, s'était lourdement trompé à leur endroit (cf. DIAL D 772). Des zones d'ombre demeurent quant aux circonstances exactes qui ont présidé à la décision - fortuite - de l'évêque d'accompagner la colonne d'Indiens fuyant le Nicaragua. Nous reproduisons ci-dessous l'interview donnée aux Etats-Unis par Mgr Schläefer au journal italien "La Repubblica" du 8/9 janvier 1984. A l'évidence, l'évêque de Bluefields cherche à dédramatiser l'affaire.

Note DIAL

Interview de Mgr Schläefer

par Aldo Sofia

Wisconsin, le 7 - "Oui, je pense retourner bientôt au Nicaragua. Je vais quitter les Etats-Unis dans les prochains jours. Je n'ai jamais eu peur d'aucun gouvernement. Je me suis toujours exprimé librement et je continuerai de le faire. Cela, les sandinistes le savent."

Salvator Schläefer est âgé de 63 ans. Depuis 1970 il est évêque de Bluefields, sur la Côte atlantique du Nicaragua, là où est plus forte la pression militaire des "contras", les formations antisandinistes. En décembre, ce prélat d'origine américaine a accompagné la marche de trois mille Miskitos vers le Honduras. Mais dans l'interview accordée à la Repubblica quelques heures après son retour dans sa maison de Campbellsport, au Wisconsin, après une semaine d'"isolement" passée à l'hôpital Sainte-Agnès, il exprime clairement sa volonté de dédramatiser un "cas" qui a sérieusement embarrassé les autorités de Managua.

"Le gouvernement sandiniste m'a déjà fait savoir qu'il ne s'opposerait pas à mon retour. Des assurances en ce sens m'ont été données dès mon arrivée au Honduras. D'ailleurs, mes rapports avec les responsables sandinistes n'ont jamais été mauvais, ainsi que ce cas pourrait le faire croire. Par exemple, j'ai exprimé à plusieurs reprises mon estime pour la personne de

"William Ramírez, le responsable sandiniste de la région chargé des affaires indiennes. Je pense également qu'une amélioration est possible dans les relations entre le gouvernement et les Miskitos, même si les rapports sont aujourd'hui encore relativement tendus entre la communauté indienne (outre les Miskitos, il y a les Sumos et les Ramas) et Managua."

Question - De nombreuses personnes ont interprété votre geste comme un défi et une forte contestation vis-à-vis des sandinistes.

Réponse - Non, mon geste a été un geste pastoral. Je vis depuis de nombreuses années parmi soixante mille Miskitos du Nicaragua. Je connais leur misère et leurs problèmes. Ce sont des gens très simples et très religieux qui n'ont pas accepté certains excès du nouveau régime. Les Indiens du Nicaragua se sont sentis menacés dans leurs valeurs traditionnelles, dans leurs particularités ethniques, dans leur autonomie s'exprimant à travers les "conseils d'anciens", lesquels contrôlent les différentes tribus et dont l'autorité parmi les Miskitos est grande.

Les sandinistes ont voulu implanter d'un coup la révolution chez les Indiens: enseignement obligatoire de l'espagnol, expropriation d'une partie de leurs terres pour réforme agraire, endoctrinement idéologique. Mais il y a eu surtout des déplacements forcés et massifs vers le sud, dans le secteur des localités de Columbus, Sahsa et Sumubila. L'exode de huit mille Miskitos, aggravé du problème des trente mille qui ont franchi le Rio Coco pour trouver refuge au Honduras. Certes, le gouvernement de Managua a justifié le transfert de population par les dangers de la guerre. Mais en raison des erreurs initiales des sandinistes, les Miskitos se sont sentis encore plus menacés au moment de l'exode forcé. C'est ainsi que, le 19 décembre dernier, alors que j'étais en visite pastorale dans une communauté miskito de Francia Sirpe ("La Petite-France"), les chefs locaux m'ont mis au courant de leur décision de s'enfuir au Honduras.

Q. - Et vous avez spontanément décidé de les suivre?

R. - Oui. Je n'ai fait l'objet d'aucune contrainte ou pression. J'ai pris ma décision librement. Il me semblait justifié d'accompagner des hommes, des vieillards, des femmes et des enfants dans ce déplacement de quelque quarante kilomètres, mené à bien au prix de mille difficultés (1). Je dois cependant avouer que leur décision de s'enfuir m'a causé une certaine surprise. Dans les derniers temps, en effet, les sandinistes avaient fait de grands efforts pour améliorer les rapports entre le gouvernement et les Miskitos. Au début du mois, il y avait eu l'amnistie pour plus de trois cents prisonniers indiens; et j'avais participé à la cérémonie de leur remise en liberté. Soixante autres avaient été libérés à la veille de Noël. Mais tout cela n'a pas suffi. Je n'ai pas réussi à tranquilliser les Miskitos décidés à partir pour le Honduras.

Q. - Est-ce que cela veut dire que le sort des Miskitos était meilleur sous Somoza?

R. - Le fait est que la dictature somoziste ne s'occupait pas du tout des Miskitos. Ils étaient tout simplement abandonnés à leur sort. On les oubliait. Les seuls problèmes existants étaient entre les Indiens et les régisseurs des multinationales. Somoza avait pratiquement accordé les territoires des Miskitos en concession aux multinationales nord-américaines. Mais les Indiens se sentaient en quelque sorte autonomes; ils avaient au

(1) La marche du groupe a effectivement duré trois jours (NdT).

moins l'avantage de pouvoir s'organiser, de vivre selon leurs traditions. Avec la révolution sandiniste, on a cherché au contraire à forcer la situation, à la changer radicalement. Cela, les Miskitos ne pouvaient ni le comprendre ni l'accepter.

Q. - L'épisode dont vous avez été le protagoniste a soulevé aussi un autre problème, celui des rapports entre le pouvoir et l'Eglise au Nicaragua. Il a également mis en évidence la division existant dans le clergé. Certains prêtres du diocèse de Bluefields ont par ailleurs déclaré ne pas comprendre votre geste.

R. - C'est vrai. Que ce soit au sein du gouvernement ou que ce soit dans l'Eglise, le débat est ouvert sur les rapports entre l'autorité sandiniste et le monde religieux. L'important, en tout cas, c'est que continue le dialogue commencé en 1979 et qui s'est traduit jusqu'à maintenant par quatorze réunions entre la conférence épiscopale et le gouvernement. Il est vrai également qu'au Nicaragua il y a des prêtres et des religieuses qui sont ouvertement et activement en faveur du régime, et qui verraient volontiers une Eglise facilement soumise au gouvernement, une Eglise prête à tout accepter ou presque tout. Nous, évêques, nous disons au contraire que l'Eglise doit rester indépendante, sauvegarder sa liberté d'action, de jugement et de critique, sans pour autant faire directement de la politique. Au Nicaragua comme ailleurs, l'Eglise ne peut épouser aucune doctrine politique.

Q. - Monseigneur Schlaefter, vous avez parlé de vos bonnes relations avec les autorités et de votre certitude que votre retour sera sans problème. Mais on dit à Managua que "la main de la CIA" était derrière cet épisode.

R. - J'ignore tout de la CIA. Je suis un religieux, non un homme politique, et toute mon action en témoigne amplement. Non. Tout s'est passé comme je l'ai dit. Bien sûr, je me rends compte que le Nicaragua connaît des jours difficiles. C'est un pays qui est soumis à beaucoup d'influences: celle de Cuba, de l'Union soviétique, et celle aussi des Etats-Unis. L'important c'est que le pays puisse décider librement et que le gouvernement soit l'expression de la volonté populaire. Il ne faut pas prendre en compte les seules grandes puissances, mais aussi les sandinistes.

(Traduit de l'italien par DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 275 F - Etranger 330 F - Avion 400 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441